



REGLEMENTS GENERAUX du District de Football de la Haute-Vienne

TITRE I – VALIDITE ET BUT DES REGLEMENTS GENERAUX DU DISTRICT DE FOOTBALL DE LA HAUTE-VIENNE

«Les Règlements Généraux de la FFF et de la LFNA s'appliquent au District de la Haute-Vienne avec certaines particularités reprises ci-après».

ARTICLE 1 -

Les Règlements Généraux de la Ligue ont pour but de préciser et d'adapter au niveau Régional certains points particuliers des Règlements Généraux de la Fédération Française de Football.

Les Règlements Généraux du District ont pour but de préciser et d'adapter, au niveau Départemental, certains points particuliers des Règlements Généraux de la LFNA.

Ces règlements ne peuvent en aucun cas être en contradiction avec les Règlements Généraux de la F.F.F., qui s'appliquent à tous les objets non traités par les Règlements Généraux de la LFNA.

ARTICLE 2 -

Toute modification aux présents Règlements Généraux du District est du ressort de l'Assemblée Générale de celui-ci. Les clubs pourront proposer des vœux en suivant les dispositions statutaires mentionnées aux Statuts du District de la Haute-Vienne.

TITRE II – OBLIGATION DES CLUBS

ARTICLE 3 – LICENCES DIRIGEANTS

(Se reporter à l'article 3 des RG de la LFNA et articles 59, 60 et 61 des RG de la FFF).

ARTICLE 4 – EQUIPES RESERVES

(Se reporter à l'article 4 des RG de la LFNA).

ARTICLE 5 – ARBITRAGE

Cette obligation relève des **dispositions du Statut Fédéral de l'Arbitrage**. Le présent article complète ces obligations aux niveaux régionaux et départementaux.

La situation des clubs est examinée conformément au Statut Fédéral de l'Arbitrage.

1/ Nombre d'arbitres :

Introduction de la notion de clubs évoluant en district de la D2 à la D5

- Championnat N3 : 5 arbitres dont 2 majeurs
- Championnat R1 : 4 arbitres dont 2 majeurs
- Championnat R2 : 3 arbitres dont 1 majeur
- Championnat R3 : 2 arbitres dont 1 majeur
- Championnat Départemental 1 (D1) : 2 arbitres dont 1 majeur

Autres championnats Départementaux (D2 à D5) : 1 arbitre (majeur ou mineur)

Championnats R1 – R2 Féminin : 1 arbitre

Championnats R1 Futsal et Football Entreprise : 1 arbitre

Les clubs n'engageant que des équipes de jeunes ou ceux disputant la dernière série Régionale de Football Diversifié ne sont pas soumis à cette obligation du nombre d'arbitres.

2 / Nombre de matchs :

(Se reporter à l'article 5.2 des RG de la LFNA).

3/ Conditions de couverture :

(Se reporter à l'article 5.3 des RG de la LFNA).

4/ Mutés supplémentaires :

Introduction de la notion de clubs évoluant en district de la D2 à la D5

4.1 Clubs évoluant en championnat national ou régional.

Les clubs bénéficiant d'un ou deux mutés supplémentaires conformément aux dispositions de [l'article 45 du Statut de l'Arbitrage](#) devront indiquer au service administratif compétent leur choix d'équipes concernées pour le 15 Août, date de la publication de l'information sur le site officiel de la Ligue.

4.2 Clubs évoluant en championnat de district.

La Commission du Statut Départemental fixe une date limite compte tenu des engagements des équipes dans les diverses compétitions. Cette date est précisée aux clubs intéressés par les moyens officiels de communication.

5/ Sanctions :

Introduction de la notion de clubs évoluant en district de D2 à la D4

Les sanctions financières et sportives sont celles applicables [aux articles 46 et 47 du Statut de l'Arbitrage](#) en précisant que la sanction financière des clubs évoluant de D2 à D4 est indiquée au barème financier du District.

Le Comité de Direction de Ligue réuni le 22 Mai 2017 a décidé d'appliquer la sanction financière indiquée au barème financier de la L.F.N.A. pour les championnats Régionaux Féminins, de Football Diversifié.

ARTICLE 6 – TERRAINS

(Se reporter à l'article 6 des RG de la LFNA).

ARTICLE 7 – ENCADREMENT TECHNIQUE

(Se reporter à l'article 7 points 1 à 7 des RG de la LFNA).

(Adjonction d'un point 8 concernant l'encadrement technique de la D1 et de la D2 à compter de la saison 2020/21).

8/ Encadrement technique des équipes évoluant en championnat départemental senior masculin de D1 et D2

L'obligation d'encadrement pèse individuellement sur les clubs pour chacune de leurs équipes soumises à l'obligation.

L'éducateur ou l'entraîneur doit détenir un diplôme minimum. L'éducateur ou l'entraîneur a la responsabilité réelle de l'équipe. Il est présent sur le banc de touche et donne les instructions aux joueurs notamment dans la zone technique pendant le match.

1/ Obligation de licence :

L'animateur ou l'éducateur ou l'entraîneur doit avoir fait enregistrer une licence d'animateur ou d'éducateur fédéral ou d'entraîneur auprès de la L.F.N.A. soit contractuellement soit sous bordereau bénévole pour les entraîneurs.

2/ Obligation de diplôme :

2.1 Equipes évoluant en D1

Les équipes évoluant en D1 doivent posséder au minimum un éducateur fédéral possédant le CFF3 (ou animateur senior). Celui-ci doit être déclaré dans FOOTCLUBS au début de la saison en tant qu'éducateur fédéral ou entraîneur de l'équipe de D1.

2.2 Equipes évoluant en D2

Les équipes évoluant en D2 doivent posséder au minimum un animateur possédant un module du CFF3. Celui-ci doit être déclaré dans FOOTCLUBS au début de la saison en tant qu'animateur (pour les personnes ne possédant qu'un module du CFF3) ou qu'éducateur fédéral ou qu'entraîneur de l'équipe de D2.

3/ Mesures transitoires :

Cette obligation sera applicable pour la saison 2020/2021. Il est recommandé de se mettre en règle dès la saison 2019/2020.

4/ Défaut d'animateur ou d'éducateur fédéral ou d'entraîneur :

4.1 Date d'examen de la situation des clubs.

Si à la date du 15/11 de la saison en cours, dès la saison 2020/2021 et pour les suivantes, le club n'a pas désigné pour son (ses) équipe (s) un animateur ou un éducateur fédéral ou un entraîneur remplissant les conditions ci-dessus, il sera déclaré en infraction.

4.1.1 Equipes évoluant en D1.

Passé cette date, la commission compétente dressera à chaque club en infraction un courriel (messagerie officielle) afin de régulariser leur situation sous 30 jours :

- Soit en désignant un entraîneur ou un éducateur fédéral remplissant les conditions énoncées ci-dessus.
- Soit en inscrivant au module de formation du CFF3 (formation et certification) l'éducateur désigné pour encadrer l'équipe afin de remplir les obligations ci-dessus.

4.1.2 Equipes évoluant en D2.

Passé cette date, la commission compétente adressera à chaque club en infraction un courriel (messagerie officielle) afin de régulariser sa situation sous 30 jours :

- Soit en désignant un entraîneur ou un animateur ou un éducateur fédéral remplissant les conditions énoncées ci-dessus.

- Soit en inscrivant à un module de formation du CFF3 (formation) l'animateur ou l'éducateur fédéral désigné pour encadrer l'équipe afin de remplir les obligations ci-dessus.

4.2 Les sanctions sportives :

4.2.1 Equipes évoluant en D1.

Tout club en infraction ne pourra pas accéder à la R3 dès la fin de la saison 2020/2021 et pour les suivantes.

Tout club en infraction se verra sanctionné par la commission compétente d'un retrait d'un point par match disputé en situation irrégulière après expiration du délai prévu ci-dessus au point 4.1.1.

4.2.2 Equipes évoluant en D2.

Le club n'encourt aucune sanction sportive pour sa première saison en infraction. Par la suite, tout club en infraction se verra sanctionné par la commission compétente d'un retrait d'un point par match disputé en situation irrégulière après expiration du délai prévu ci-dessus au point 4.1.2

4.3 Sanctions financières :

4.3.1 Equipes évoluant en D1.

Les sanctions financières seront appliquées à partir du 1er janvier de la saison en cours. Le montant de celles-ci est fixé chaque saison par le comité de direction du district. Il est perçu lors de la constatation de l'infraction. Ce montant est restitué au club qui se met en règle dans les conditions précisées ci-dessus.

4.3.2 Equipes évoluant en D2.

Le club n'encourt aucune sanction financière.

5/ Présence sur le banc de touche :

5.1 Equipes évoluant en D1.

- Les éducateurs fédéraux ou entraîneurs en charge contractuellement ou sous bordereau «bénévole» des équipes de D1 devront être présents sur le banc de touche à chacune des rencontres officielles (championnat et coupe). Leur nom devra figurer sur la feuille de match (FMI ou papier).

- Tout éducateur fédéral ou entraîneur doit justifier par écrit ou courriel de son absence sur le banc de touche auprès de la commission compétente et ce au plus tard le lendemain de la rencontre.

- En cas de non-respect de ces obligations :

· Les sanctions financières applicables sont déterminées par le comité de direction du District de Football la Haute-Vienne par match disputé en situation irrégulière à compter du 01 janvier de la saison en cours.

· Les sanctions sportives entraînent le retrait d'un point par match disputé en infraction après 4 rencontres jouées en situation irrégulière à compter du 01 janvier de la saison en cours.

· La commission compétente apprécie le motif d'indisponibilité avant d'appliquer la sanction.

5.2 Equipes évoluant en D2.

- Les animateurs ou éducateurs fédéraux ou entraîneurs en charge contractuellement ou sous bordereau «bénévole» des équipes de D2 devront être présents sur le banc de touche à chacune des rencontres officielles (championnat et coupe). Leur nom devra figurer sur la feuille de match (FMI ou papier).

- Tout animateur ou éducateur fédéral ou entraîneur doit justifier par écrit ou courriel de son absence sur le banc de touche auprès de la commission compétente et ce au plus tard le lendemain de la rencontre.

- En cas de non-respect de ces obligations :

- Les sanctions financières applicables sont déterminées par le comité de direction du District de Football la Haute-Vienne par match disputé en situation irrégulière à compter du 01 janvier de la saison 2020/2021.
- Les sanctions sportives entraînent le retrait d'un point par match disputé en infraction après 8 rencontres jouées en situation irrégulière à compter de la saison 2020/2021.
- La commission compétente apprécie le motif d'indisponibilité avant d'appliquer la sanction.

5.3 Contrôles de la présence de l'animateur ou de l'éducateur fédéral ou de l'entraîneur.

Ces contrôles sont à l'initiative de la commission compétente par :

- La consultation des feuilles de matches.
- Des visites sur le terrain à l'occasion des rencontres.
- Des rapports établis par les arbitres.

ARTICLE 8 – EQUIPE DE JEUNES

En raison de la modification des textes Fédéraux votés le 12 mars 2021, la partie de l'article 8 «Equipe de jeunes» des RG de la LFNA disparaît, puisque les ententes de jeunes en Ligue ne sont plus admises.

1/ L'équipe en entente

(Se référer à l'article 39 bis de la FFF)

« Pour l'ensemble du présent article, à chaque fois qu'il est fait référence au(x) District(s), il est précisé que la disposition vaut également pour les Ligues ne disposant pas de Districts.

1.1 Dispositions communes

Les Districts peuvent autoriser leurs clubs à constituer des équipes en entente. L'entente permet à des clubs d'associer leurs joueurs afin de les faire jouer ensemble dans les compétitions de District. Ces clubs doivent appartenir au même District ou à deux Districts limitrophes d'une même Ligue.

Une équipe en entente ne peut participer aux compétitions que dans le respect des Règlements Généraux.

L'entente a une durée d'une saison. Elle est renouvelable.

Les règlements spécifiques aux Ligues et Districts doivent préciser l'autorisation ou non pour une équipe en entente d'accéder à la division supérieure des compétitions qui lui sont accessibles. Une équipe en entente ne peut pas accéder aux championnats nationaux.

Les joueurs des équipes en entente conservent leur qualification au sein de leur club d'appartenance. Leur licence est émise au nom de ce club.

Chaque club participant à l'entente peut engager ses propres équipes, dans les compétitions auxquelles l'équipe en entente ne participe pas, excepté au plus bas niveau.

La demande de création de l'entente doit être formulée auprès du District au plus tard à la date de clôture des engagements de la catégorie concernée. Elle doit désigner le club responsable administrativement de l'équipe en entente (dit "club support") et le(s) lieu(x) de pratique.

Le Comité de Direction du District est compétent pour valider la création de l'entente.

Le nombre d'équipes autorisées par club dans chaque catégorie est défini par le District concerné.

En fin de saison, si l'entente n'est pas renouvelée pour la saison suivante, les droits sportifs acquis par l'équipe en entente sont attribués exclusivement au club support, et en aucun cas à l'autre (l'un des autres) club(s) constituant(s).

A titre transitoire, toute entente engagée en championnat de Ligue pour la saison 2020 / 2021 pourra, si elle est renouvelée, continuer d'évoluer en championnat de Ligue. Une fois cette entente arrivée à échéance, il sera fait application de la règle prévue au paragraphe précédent ».

1.2 Dispositions spécifiques à l'équipe de jeunes en entente

Les ententes évoluant dans un championnat de District doivent, à l'aide d'un formulaire spécifique être renouvelées ou déclarées avant chaque saison auprès de l'instance Départementale à la même date que sa déclaration d'engagement.

La création d'entente est autorisée dans toutes les compétitions de jeunes, elles sont annuelles et ne peuvent être rompues en cours de saison.

Le Comité de Direction du District est compétent pour valider la création de l'entente.

Un club support de l'entente doit être désigné par les clubs constituants pour effectuer toute les formalités administratives et financières auprès du District dont il est le seul correspondant. L'entente, ainsi constituée, portera obligatoirement le nom du club support désigné et la mention « Ent. » apparaîtra dans les calendriers et sur les feuilles de match.

Une équipe de jeunes en entente peut participer à l'ensemble des compétitions de District, sans possibilité d'accéder aux compétitions de Ligue.

Sauf dispositions particulières contraires, les ententes peuvent permettre aux clubs de satisfaire à l'obligation de présenter des équipes de jeunes dans les catégories concernées, à condition que le nombre des équipes en entente soit au moins égal au total des obligations des clubs constituants.

Le nombre minimum de licenciés par club est de cinq (5) pour une équipe à 11 et de trois (3) pour une équipe à 8.

2/ Les Groupements de clubs (en matière de jeunes)

Les dispositions communes et spécifiques au Groupement de clubs en matière de jeunes sont définies à l'article 39 ter des RG de la FFF.

En ce qui concerne les RG de la LFNA, les règlements seront également applicables au District.

ARTICLE 8bis – LES ENTENTES SENIORS MASCULINES

La création d'une équipe en entente est possible pour les seniors masculins et les seniors féminines.

Une équipe senior masculine en entente peut participer à l'ensemble des compétitions de District, sans possibilité d'accéder aux compétitions de Ligue.

Une équipe senior féminine en entente peut participer à l'ensemble des compétitions de District, ou de Ligue si le District concerné n'organise pas de championnat senior féminin, excepté le niveau supérieur de Ligue.

Par exception, le Comité de Direction de la Ligue est compétent pour valider la création de l'entente lorsque le District concerné n'organise pas de championnat senior féminin.

La constitution d'une équipe senior en entente ne dispense pas chacun des clubs de ses obligations vis-à-vis du Statut de l'Arbitrage.

L'article 39 bis 3 des Règlements Généraux de la Fédération Française de Football permet la constitution d'entente en seniors.

Le règlement applicable au District de Football de la Haute-Vienne est repris ci-après :

- a) Les ententes ne peuvent être créées qu'en district sauf en championnat départemental de D1 et de D2.
- b) Les ententes sont réalisées pour l'ensemble des équipes seniors des clubs entre deux clubs.
- c) Toutefois, dans le dernier niveau du district :
 - Une entente peut être créée entre des réserves de deux clubs dont les équipes supérieures ne seraient pas en entente.
 - Une entente peut être créée entre une équipe réserve d'un club et une équipe première d'un club.
- d) Les ententes peuvent accéder jusqu'en championnat départemental D3. Toutefois, celles constituées dans le cadre du point c) ci-dessus n'ont, elles, aucun droit d'accès.
- e) En cas de dissolution de l'entente, c'est le club support de l'entente (celui qui a déclaré l'entente) qui continue la compétition au niveau sportif auquel son classement sportif le lui permet alors que l'autre club repart dans le championnat de dernier niveau du district.
- f) Les équipes de l'entente prennent la place des équipes existantes dans les championnats à l'issue de la saison précédente mais une seule équipe de l'entente peut évoluer au même niveau sauf dans le championnat de dernier niveau du district.
- g) Chaque création d'entente doit faire l'objet d'un règlement signé par les Présidents de clubs et le Président du District.
- h) Une entente évoluant en championnat départemental de niveau D3 peut accéder au championnat départemental de D2 si son classement sportif le permet à la condition que les deux clubs en entente fusionnent pour la saison suivante.
- i) Tous les cas non prévus seront traités par les commissions compétentes.

TITRE III – LA LICENCE

ARTICLE 9 – CONTRÔLE MEDICAL

(Se reporter à l'article 9 des RG de la LFNA).

En ce qui concerne les RG de la LFNA, les règlements seront également applicables au District.

Proposition de texte :

1/ Aucun joueur majeur ne peut pratiquer le football s'il n'a, au préalable, satisfait à un contrôle médical donnant lieu à la délivrance d'un certificat médical de non contre-indication à la pratique du football, conformément aux lois et textes en vigueur, figurant sur le formulaire de demande de licence, mention de la production de ce certificat médical étant apposé sur la licence.

Toute personne majeure demandant l'obtention d'une licence Technique Nationale, Technique Régionale, Educateur Fédéral ou Animateur Fédéral doit satisfaire à un contrôle médical donnant lieu à la délivrance d'un certificat médical de non contre-indication à la pratique et à l'encadrement du football.

Les dirigeants qui assurent les fonctions d'arbitre bénévole ne sont plus dans l'obligation de satisfaire à un contrôle médical donnant lieu à la délivrance d'un certificat médical de non contre-indication à l'arbitrage eu égard des contrats d'assurance en vigueur.

2/ Le certificat médical de non contre-indication à la pratique du football est valable pour une durée de trois saisons.

Ce principe n'est toutefois applicable que si les deux conditions suivantes sont respectées pendant toute cette période de trois saisons :

- L'intéressé doit conserver sa qualité de licencié d'une saison sur l'autre
- L'intéressé doit répondre chaque saison à un questionnaire de santé et attester sur la demande de licence d'une réponse négative à toutes les questions.

La délivrance d'un nouveau certificat médical est obligatoire :

- Pendant cette période de trois saisons si l'une des deux conditions susvisées n'est pas remplie
- Dans tous les cas, à l'issue de cette période de trois saisons.

3/ Le certificat médical est sans valeur si l'examen médical est antérieur au 1er Avril de la saison précédente. Si le contrôle médical est effectué entre le 1er Avril et le 30 Juin, le certificat médical reste valable trois saisons dans les conditions de l'alinéa 2.

4/ Le joueur mineur, conjointement avec les personnes exerçant l'autorité parentale, doit répondre, chaque saison jusqu'à sa majorité, à un questionnaire de santé, figurant en annexe du Règlement de la Commission Fédérale Médicale.

S'il est attesté sur la demande de licence le fait d'avoir répondu négativement à toutes les questions, le joueur n'est soumis à aucune autre formalité sur le plan médical.

S'il est attesté sur la demande de licence le fait d'avoir répondu positivement à au moins une question, le joueur doit satisfaire à un contrôle médical donnant lieu à la délivrance d'un certificat médical de non contre-indication à la pratique du football, conformément aux lois et textes en vigueur, figurant sur le formulaire de demande de licence. Ce certificat médical n'est valable que pour la durée de la saison en cours.

Par exception, si le joueur mineur veut bénéficier d'un double surclassement en application de l'article 73.2 des Règlements Généraux de la F.F.F., il fait obligatoirement l'objet d'un certificat médical de non contre-indication à la pratique du football, dans le respect des conditions définies audit article.

Pour l'application des dispositions du présent paragraphe 4/, l'âge du joueur s'apprécie au jour de la saisie de la demande de licence par le club.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT

(Se reporter à l'article 10 des RG de la LFNA).

TITRE IV – LES COMPETITIONS

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS GENERALES

(Se reporter à l'article 11 des RG de la LFNA).

ARTICLE 12 – CLASSIFICATION DES CLUBS

(Se reporter à l'article 12 des RG de la LFNA).

ARTICLE 13 – ATTRIBUTION DES POINTS

(Se reporter à l'article 13 des RG de la LFNA).

ARTICLE 14 – CLASSEMENT EN CHAMPIONNAT

(Se reporter à l'article 14 des RG de la LFNA).

ARTICLE 15 – ACCESSIONS - RETROGRADATIONS

(Se reporter à l'article 15 points 1 à 7 des RG de la LFNA).

Adjonction d'un point 8 relatif à la demande d'un club d'être rétrogradé d'une division.

8/ Rétrogradation d'une équipe, à la demande du club, dans la division immédiatement inférieure.

Un club peut demander pour une de ses équipes de repartir dans une division immédiatement inférieure à la sienne. Il est alors procédé au repêchage de la meilleure équipe de la même poule qui devait être rétrogradée sportivement pour le remplacer. Il est rappelé qu'en tout état de cause, le dernier de la poule ne peut être repêché.

ARTICLE 16 – HORAIRES DES RENCONTRES

(Se reporter à l'article 16 points 1 à 5 des RG de la LFNA).

Adjonction d'un point 5 bis pour les horaires en nocturne et d'un point 5 ter pour les rencontres en semaine applicables pour les compétitions de District.

5 bis/ Les rencontres dont les clubs bénéficient d'un éclairage classé, conformément aux nouveaux textes fédéraux adoptés par l'assemblée fédérale du 12 mars, pour les équipes évoluant en D5 et D4 se déroulent :

– le Samedi à 19h00 ou 20h00. Le club recevant précise l'heure du coup d'envoi de ses rencontres lors des engagements sur « Footclubs ». Le club visiteur est tenu de respecter l'heure ainsi déterminé figurant sur les documents officiels (Footclubs, calendriers...)

En cas de lever de rideau celui-ci a lieu :

- à 17h00 si la rencontre est fixée à 19h00.

- à 18h00 si la rencontre est fixée à 20h00.

Toute modification ultérieure d'horaire doit être effectuée dans les conditions de l'article 17 des RG de la LFNA.

5 ter/ Si le calendrier le nécessite des rencontres peuvent être fixées en semaine :

- soit en nocturne à un horaire fixé par la commission en accord avec les deux clubs pour les clubs qui possèdent un éclairage classé.
- soit en diurne à un horaire fixé par la commission en accord avec les deux clubs lorsque la rencontre peut aller à son terme sans éclairage.

ARTICLE 17 – MODIFICATIONS DES CALENDRIERS

(Se reporter à l'article 17 des RG de la LFNA).

ARTICLE 18 – PRATICABILITE DES TERRAINS ET INSTALLATIONS SPORTIVES

Ces dispositions se substituent à celles de l'article 18 des Règlements Généraux de la L.F.N.A. pour les compétitions départementales.

A - Généralités :

- 1) Les clubs qui reçoivent sont tenus de tout mettre en œuvre pour que les rencontres aient lieu aux dates et heures prévues.
- 2) Un arrêté municipal d'interdiction de la pratique du football empêche automatiquement la tenue de la rencontre. En aucun cas, un arbitre ne peut passer outre une interdiction municipale.
- 3) En l'absence d'un arrêté municipal seul, un arbitre peut déclarer un terrain impraticable et donc ne pas faire dérouler la rencontre.
- 4) La remise d'un match a généralement lieu en cas d'intempéries importantes ou prolongées ou encore en cas de bulletin d'alerte météorologique.

B - Déclaration d'impraticabilité – Procédure :

CAS N. 1 - Arrêté municipal parvenant au district au plus tard le vendredi avant 16 H 30 :

1) Le Maire prend un arrêté interdisant l'utilisation du terrain :

- Le fait afficher à l'entrée du stade.
 - Avise le District par courriel (district@foot87.fff.fr) avant 16 H 30 au 05.55.77.35.40.
 - Informe le club local.
 - Vérification éventuelle sur place par le Responsable du secteur (ou un membre du Comité de Direction), en présence d'un représentant de la municipalité et d'un responsable du club.

2) Conséquences :

- Le terrain est reconnu non jouable : match remis
- Le terrain est reconnu jouable : Examen du dossier par la commission ad-hoc pouvant entraîner la perte du match au club recevant.

3) Avis aux clubs et aux officiels :

- L'arbitre et le club adverse sont avisés par saisie sur FOOT2000 du report de la rencontre (indications reportées sur le site internet du District et sur Footclubs ainsi que dans la partie désignation des officiels).

CAS N. 2 : Le samedi pour une rencontre se déroulant le dimanche (ou le vendredi après 16H30 pour une rencontre se déroulant le samedi).

1) Le Maire prend un arrêté interdisant l'utilisation du terrain :

- Le fait afficher à l'entrée du stade,
- Informe le club local,
- Transmet au district par courriel (district@foot87.ff.fr) l'arrêté municipal dans les plus brefs délais et au plus tard le lundi avant 10H00.

2) Conséquences :

- La rencontre est remise.

3) Avis à transmettre par le club recevant :

- Contacter le responsable du secteur ou à défaut un membre du comité de direction (voir découpage du district avec noms et numéros de téléphone des responsables).
- Avise la C.D.A. (06.24.69.13.84) et le club adverse.

CAS N. 3 : Le jour même de la rencontre.

1ère hypothèse :

- L'arrêté est pris quelques heures avant le coup d'envoi et suffisamment tôt pour pouvoir informer l'équipe adverse et le (s) arbitre (s),
- Les mesures du cas N. 2 sont à appliquer,
- Un dirigeant du club recevant doit être présent au stade au cas où toutes les personnes (club ou officiel) n'auraient pu être avisées.

2ème hypothèse :

L'arrêté est pris quelques minutes avant le coup d'envoi :

- Il doit être affiché au stade ou présenté aux officiels par un représentant de la municipalité,
- L'arbitre respecte l'arrêté et la rencontre est remise,
- L'arrêté, établi par la municipalité, doit être transmis par courriel (district@foot87.ff.fr) au district dans les plus brefs délais et au plus tard le lundi avant 10H00.

3ème hypothèse :

- Il n'y a pas d'arrêté municipal.
- Seul l'arbitre décide du déroulement ou non de la rencontre.

NOTA :

Les clubs qui ne respecteront pas ces procédures supporteront les frais d'arbitrage et pourront se voir infliger une amende dont le montant est fixé par le Comité de Direction.

· Dans le cas où aucun arrêté n'est parvenu au district dans les conditions ci- dessus, le club recevant peut être sanctionné de la perte du match par pénalité.

Il est rappelé que lorsque les deux équipes sont présentes, il y a lieu :

- D'établir la feuille de match informatisée (FMI)

ou

- D'établir la feuille de match papier si la compétition n'est pas soumise à la FMI ou si la FMI ne fonctionne pas.

C - Brouillard – Panne d'éclairage – Intempéries :

1) Si la rencontre n'a pas eu de commencement ou est interrompue par décision de l'arbitre en cas de brouillard et si la durée de l'arrêt atteint 45 minutes ou un cumul de 45 minutes d'arrêt, la rencontre sera définitivement interrompue et donnée à jouer ou à rejouer par la commission compétente.

2) En cas de panne d'éclairage, avant le début de la rencontre ou pendant celle-ci, dont la durée d'arrêt atteint 45 minutes ou un cumul de 45 minutes d'arrêt, la rencontre sera définitivement interrompue. Le club recevant doit apporter la preuve que la responsabilité de la panne ne lui incombe pas et qu'il a tout mis en œuvre pour assurer les réparations (présence technicien). En tout état de cause, la commission compétente statue sur le dossier.

3) En cas d'intempéries soudaines en cours de rencontre et si cette dernière est interrompue par décision de l'arbitre du fait que la durée de l'arrêt atteint 45 minutes ou un cumul de 45 minutes d'arrêt, elle sera donnée à rejouer par la commission compétente.

ARTICLE 19 – FORFAITS

(Se reporter à l'article 19 des RG de la LFNA).

ARTICLE 20 – LES OFFICIELS

(Se reporter à l'article 20 des RG de la LFNA).

ARTICLE 21 – POLICE DES TERRAINS

(Se reporter à l'article 21 des RG de la LFNA).

ARTICLE 22 – CAISSE DE PEREQUATION

Cet article ne s'applique pas car cette caisse de péréquation n'existe pas au niveau du District.

ARTICLE 23 – FORMALITES D'AVANT MATCH

(Se reporter à l'article 23 des RG de la LFNA).

ARTICLE 24 – FORMALITES EN COURS DE MATCH

(Se reporter à l'article 24 des RG de la LFNA).

ARTICLE 25 – FORMALITES D'APRES MATCH – HOMOLOGATION

Ces dispositions se substituent à celles de l'article 25 des Règlements Généraux de la LFNA pour les compétitions départementales.

1) Transmission de la feuille de match :

1-1 FMI :

Se reporter aux dispositions de l'article 139 bis des R.G. de la F.F.F. En cas de non fonctionnement de la tablette, le club recevant doit avoir à sa disposition la feuille de match «papier» issue de «Footclubs» dont la transmission au district se fait dans les conditions reprises au point 1.2 ci-après.

1-2 Feuille de match « papier » :

L'envoi incombe au club recevant, ou désigné recevant si la rencontre se déroule sur terrain neutre. Cet envoi doit être effectué dans les 24 heures qui suivent le déroulement du match au district de Football de la Haute-Vienne. Tout manquement à ce délai pourra être passible d'une amende financière dont le montant est fixé chaque saison par le comité de direction du district de Football de la Haute-Vienne.

2) Saisie des résultats :

2-1 Compétitions soumises à la FMI :

- La transmission des résultats issus de la FMI doit avoir lieu au plus tard le lundi avant 14H00. En cas de non-respect de cette obligation, le club est passible d'une amende financière dont le montant est fixé chaque saison par le comité de direction du district de Football de la Haute-Vienne, sauf à prouver que la non transmission provient d'un dysfonctionnement de la tablette.

- Pour cela, le club recevant doit transmettre dans le même délai que ci-dessus, par courriel, le rapport donnant les motifs du non fonctionnement de la tablette. Ce rapport est téléchargeable sur le site du district rubrique « documents ». Il doit être signé par les deux clubs et par l'arbitre. A défaut, le club est passible d'une amende financière dont le montant est fixé chaque saison par le comité de direction du District de Football de la Haute-Vienne.

- Dans le cas où la tablette n'est pas présentée à l'arbitre et au club visiteur, le club est passible d'une amende financière dont le montant est fixé chaque saison par le comité de direction du District de Football de la Haute-Vienne. NOTA : en cas de dysfonctionnement de la tablette, il n'est pas possible de saisir le résultat via « Footclubs ».

2-2 Compétitions non soumises à la FMI :

- La saisie des résultats via « Footclubs » des feuilles de match « papier » doit avoir lieu au plus tard le lundi avant 14H00. Passé ce délai, il n'est plus possible de saisir les résultats du week-end passé.

- En cas de non-respect de cette obligation, le club est passible d'une amende financière dont le montant est fixé chaque saison par le comité de direction du District de Football de la Haute-Vienne.

3) Homologation :

(Se reporter à l'article 147 des R.G. de la F.F.F).

ARTICLE 26 – PARTICIPATION AUX RENCONTRES

A) Définition

(Se reporter à l'article 26/A des R.G. de la LFNA et 148 et 149 des R.G. FFF).

B) Restrictions Individuelles

Point 1

(Se reporter à l'article 26/B1 des R.G. de la LFNA et 151 des R.G. FFF).

Point 2

(Se reporter à l'article 26/B2 des R.G. de la LFNA).

Adjonction d'un point 26 B 2bis pour les compétitions de district

26 B 2bis :

Pour les clubs dont l'équipe première dispute un Championnat Départemental Seniors Masculins.

Les joueurs amateurs ou sous contrat, âgés de moins de 23 ans au 1er Juillet de la saison en cours, entrés en jeu en seconde période d'une rencontre de championnat Départemental Seniors Masculins au sein de l'équipe première de leur club, ainsi qu'avec cette équipe participant à ces championnats à une rencontre de Coupe de France ou de Coupe Régionale, peuvent participer le lendemain à une rencontre de championnat Départemental avec la première équipe réserve de leur club.

Pour l'application de cette disposition :

- les joueurs ne sont pas soumis à l'application de [l'article 26.C.2 bis point a\) des RG du District de Football de la Haute-Vienne](#).
- la limite d'âge ne s'applique pas au gardien de but.
- cette possibilité cesse lors des 5 dernières rencontres de championnat disputées par ces équipes réserves.

26 B 3 pour les joueurs U18 et U19 :

(Se reporter au point 26/ B3 des R.G. de la LFNA).

26 B 4 pour les joueurs U17 et joueuses U17F :

(Se reporter au point 26/ B4 des R.G. de la LFNA).

26 B 5 pour les joueuses U16F :

(Se reporter au point 26/ B5 des R.G. de la LFNA).

26 B 6 pour les joueurs licenciés après le 31 janvier :

(Se reporter au point 26/ B6 des R.G. de la LFNA).

26 B 7 Participation dans une équipe de catégorie d'âge inférieur :

(Se reporter au point 26/ B7 des R.G. de la LFNA et 153 RG FFF).

26 B 8 Mixité :

(Se reporter au point 26/ B8 des R.G. de la LFNA et 155 des R.G. FFF).

26 B 9 Double Licence :

(Se reporter au point 26/ B9 des R.G. de la LFNA et 156 des R.G. FFF).

26 C Restrictions collectives :

Point 1 -

(Se reporter au point 1 de l'article 26 C des RG de la LFNA).

Point 2 - Equipes réserves dont l'équipe supérieure dispute un Championnat Régional

(Se reporter au point 2 de l'article 26 C des RG de la LFNA).

Adjonction d'un point 2 bis pour les compétitions de District

Point 2 bis - Equipes Réserves dont l'équipe supérieure dispute un championnat Départemental.

a) Ne peut participer à un match de compétitions officielles Départementales, le joueur qui est entré en jeu lors de la dernière rencontre officielle disputée par l'une des équipes supérieures de son club lorsque celle-ci ne joue pas un match officiel le même jour ou le lendemain. Cette disposition ne s'applique pas aux joueurs remplissant les conditions de l'article 26. B. 2bis des présents règlements.

b) De plus, ne peut participer, au cours des 5 dernières rencontres de championnat départemental avec une équipe inférieure, plus de 3 joueurs ayant pris part effectivement au cours de la saison à plus de 7 rencontres officielles (championnats et coupes) avec l'une des équipes supérieures du club.

c) Enfin, les joueurs ayant disputé l'avant dernière ou la dernière rencontre des matchs retour avec une équipe supérieure du club ou toute autre rencontre officielle se déroulant à l'une de ces dates, ne peuvent participer à un championnat départemental avec une équipe inférieure du club.

Point 3 - Cas des joueurs U13 à U19 et des joueuses U13F à U19F

(Se reporter au point C3 de l'article 26 des RG de la LFNA).

Point 4 - Nombre de joueurs ou joueuses surclassés pour les compétitions U12/U12F à U15/U15F

(Se reporter au point C4 de l'article 26 des RG de la LFNA Article).

26 D Sanctions :

(Se reporter au point D de l'article 26 des RG de la LFNA).

ARTICLE 27 – SELECTIONS

(Se reporter à l'article 27 des RG de la LFNA).

27 bis Matches amicaux

(Se reporter à l'article 27 bis des RG de la LFNA).

TITRE V – PROCEDURES ET PENALITES

ARTICLE 28 – GENERALITES DES PROCEDURES

(Se reporter à l'article 28 des RG de la LFNA et 181 et 185 des R.G. FFF).

ARTICLE 29 – RESERVES – RECLAMATIONS ET EVOCATIONS

(Se reporter à l'article 29 des RG de la LFNA et 186 et 187 des R.G. FFF).

ARTICLE 30 – APPELS

(Se reporter à l'article 30 des RG de la LFNA et 188 et 190 des R.G. FFF).

ARTICLE 31 – PROCEDURES PARTICULIERES POUR LES CHANGEMENT DE CLUB

(Se reporter à l'article 31 des RG de la LFNA et 193 – 195 et 196 des R.G. FFF).

ARTICLE 32 – LES RECOURS EXCEPTIONNELS

(Se reporter à l'article 32 des RG de la LFNA).

ARTICLE 33 – GENERALITES DES PENALITES

(Se reporter à l'article 33 des RG de la LFNA).

ARTICLE 34 – MANQUEMENTS

(Se reporter à l'article 34 des RG de la LFNA et 204 et 208 des R.G. FFF).

ARTICLE 35 – INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION SPORTIVE OU ADMINISTRATIVE

(Se reporter à l'article 35 des RG de la LFNA et 213 à 223 des R.G. FFF).

ARTICLE 36 – SUSPENSION

(Se reporter à l'article 36 des RG de la LFNA et 4.2 annexe 2 et 226 des R.G. FFF).

ARTICLE 37 – EXCLUSION TEMPORAIRE

(Se reporter à l'article 37 des RG de la LFNA).

Nouvelle rédaction en incluant les compétitions à 11 départementales

- 1) L'ensemble des compétitions Régionales, Championnats et Coupes SENIORS et JEUNES à 11 sont soumises à l'application de l'Exclusion Temporaire dont l'ensemble des modalités figurent en annexe 3 des RG de la LFNA.
- 2) L'ensemble des compétitions Départementales, Championnats et Coupes SENIORS et JEUNES à 11 sont soumises à l'application de l'Exclusion Temporaire dont l'ensemble des modalités figurent en annexe 3 des RG de la LFNA.

ARTICLE 38 – AUTRES INFRACTIONS

(Se reporter à l'article 38 des RG de la LFNA et 232 à 236 des R.G. FFF).

ARTICLE 39 – LIMITATION DES CHANGEMENTS DE CLUBS POUR LES CATEGORIES DES JEUNES U6 A U16

(Se reporter à l'article 39 des RG de la LFNA et 99.3 des R.G. FFF).

Ajout d'un article 40 pour définir le niveau des équipes de Jeunes en Championnat Départemental

ARTICLE 40 – NOTION D'EQUIPE SUPERIEURE EN COMPETITION DEPARTEMENTALE « JEUNES » PAR RAPPORT AUX COMPETITIONS REGIONALES ET NATIONALES

Le règlement fédéral se fonde sur une architecture de compétitions U19, U17 et U15. Toutefois celui-ci ne prend pas en compte les nouvelles compétitions régionales comme les U14, U16 et U18. Il est donc nécessaire de préciser la notion d'équipe supérieure « jeunes » dans les règlements du District. Le tableau ci-dessous donne les conditions d'application.

Catégorie de compétition (Colonne 1)	Colonne 1 supérieure à la compétition de District	Catégories de joueurs
U18 R1 et R2	U17 D1 et D2	U17
U17 N – U17R1 et R2	U17 D1 et D2	U17 – U16 et U15
U16 R1 et R2	U17 D1 et D2	U16 et U15
U15 R1 et R2	U15 D1 et D2 – U13 D1	U14 et U13
U14 R1 et R2	U15 D1 et D2	U15 – U14 et U13
CRITERIUM U13 R	U13 D1	U13 – U12 et U11

Nota :

- Lorsqu'un club engage plusieurs équipes en U17 et/ou U15 et /ou U13 en compétition départementale, l'équipe évoluant en D1, est une équipe supérieure à celle évoluant en division inférieure.
- Lorsqu'un club engage plusieurs équipes en D2, celles-ci doivent être désignées 1, 2... Celle qui est affectée du chiffre 1 est supérieure à celle portant le numéro 2.

Joueurs évoluant en surclassement :

L'article 167.6 des RG de la FFF indique «la participation, en surclassement, des joueurs U13 à U19 et des joueuses U13F à U19F à des compétitions d'âge supérieure, ne peut avoir pour effet de leur interdire ou de limiter leur participation à des épreuves de leur catégorie d'âge respective. Ils restent soumis aux obligations des catégories d'âge auxquelles ils appartiennent.

Le tableau ci dessous donne les conditions d'application.

Les joueurs évoluant en surclassement	Peuvent bénéficier des dispositions de l'article 167.6 des RG de la FFF lorsqu'ils reviennent dans une compétition départementale de leur catégorie d'âge
U19 et U18 en seniors	U19
U17 en U19	U17
U16 en U18	U17
U15 en U17	U15
U14 en U16	U15
U13 en U15	Critérium U13 D1
U12 en U14	Critérium U13 D1
U11 en U13	Plateau U11

Annexes 1 à 5 :

(Se reporter aux annexes 1 à 5 des RG de la LFNA).

A Limoges, le 08 juin 2021

Le Président
Timothée JOHNSON

Le Secrétaire Général
Mounir SISSAOUI